

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/ESP/1/Rev.1/Add.1

4 juillet 1997

(97-2803)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

Espagne

Addendum

Par une communication de sa Mission permanente datée du 6 mai 1997, l'Espagne a complété sa notification initiale des lois et réglementations, présentée au titre de l'article 63:2 de l'Accord et distribuée sous la cote IP/N/1/ESP/1/Rev.1, en y ajoutant les "autres lois et réglementations" indiquées dans la liste ci-après, qui remplace la liste des "autres lois et réglementations" contenue dans le document IP/N/1/ESP/1/Rev.1.

ESPAGNE: LISTE DES "AUTRES LOIS ET REGLEMENTATIONS"

(Les lois et réglementations qui figuraient déjà dans la liste reproduite sous la cote IP/N/1/ESP/1/Rev.1 sont signalées par un astérisque.)

Titre, dates d'adoption et de publication	Brève description
<p>Indications géographiques</p> <p><u>Loi sur la concurrence déloyale (Loi n° 3/1991 du 10 janvier 1991)*</u> (BOE n° 10 du 11 janvier 1991)</p> <p>Brevets</p> <p><u>Loi sur la protection de la concurrence (Loi n° 16/1989 du 17 juillet 1989)*</u> (BOE n° 170 du 18 juillet 1989)</p> <p>Protection des renseignements non divulgués</p> <p><u>Loi sur la concurrence déloyale (Loi n° 3/1991 du 10 janvier 1991)*</u> (BOE n° 10 du 11 janvier 1991)</p> <p>Contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles</p> <p><u>Loi sur la protection de la concurrence (Loi n° 16/1989 du 17 juillet 1989)*</u> (BOE n° 170 du 18 juillet 1989)</p>	<p>Interdit les actes de concurrence déloyale, entre autres, l'utilisation d'indications géographiques de nature à induire le public en erreur quant à l'origine des produits (article 7) ou l'utilisation abusive de la réputation d'autrui (article 12). L'article 18 indique les voies de recours judiciaires prévues pour les cas de ce genre.</p> <p>La Loi vise à établir une base normative garantissant une concurrence suffisante sur le marché. Elle reprend les principes du droit communautaire dans le domaine de la protection de la concurrence. Les procédures énoncées au titre III permettent de déterminer les cas où une pratique ou un accord est anticoncurrentiel. Ces dispositions sont pertinentes aux fins de l'article 31 k) de l'Accord sur les ADPIC, qui concerne les "autres utilisations sans autorisation du détenteur du droit".</p> <p>Au nombre des actes de concurrence déloyale figure la violation des secrets de fabrication et de commerce (article 13). Des voies de recours judiciaires sont prévues à l'article 18.</p> <p>La Loi vise à établir une base normative garantissant une concurrence suffisante sur le marché. Elle reprend les principes du droit communautaire dans le domaine de la protection de la concurrence. Parmi les conduites prohibées envisagées à l'article premier figurent celles qui pourraient constituer des clauses de licences contractuelles. Le tribunal de protection de la concurrence peut prendre des sanctions (articles 9 à 13) contre les auteurs d'actes de concurrence déloyale.</p>

Titre, dates d'adoption et de publication	Brève description
<p>Procédures et mesures correctives civiles</p> <p><u>Code de procédure civile publié par Décret royal du 3 février 1881</u> (Titres I et VII du Livre I et Titres II et VII du Livre II) (Entrée en vigueur: 1er avril 1881)</p> <p><u>Loi organique n° 6/1985 du pouvoir judiciaire, du 1er juillet 1985</u> (publiée au BOE du 2 juillet 1985) (entrée en vigueur: 3 juillet 1985)</p> <p>Mesures judiciaires provisoires</p> <p><u>Code de procédure civile publié par Décret royal du 3 février 1881</u> (Titre XIV du Livre II) (entrée en vigueur: 1er avril 1881)</p> <p>Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière</p> <p><u>Loi n° 30/1992 du 26 novembre 1992 sur le régime juridique des administrations publiques et la procédure administrative commune</u> (BOE du 27 novembre 1992) (entrée en vigueur: 27 février 1993)</p>	<p>L'article 3 traite des questions relatives à la représentation en justice; il est pertinent aux fins de l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Les articles 313 et 314 portent sur le caractère de certains actes de procédure, qui doivent être publics ou se passer à huis clos selon les cas; ils sont pertinents aux fins de l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>L'article 497.1 traite des formes légales à observer pour obtenir des renseignements sur les circuits de distribution en cas d'infraction; il est pertinent aux fins de l'article 47 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Les articles 903 et suivants réglementent le recours en responsabilité civile contre les juges et magistrats; ils sont pertinents aux fins de l'article 48 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Les articles 411 à 413 réglementent la responsabilité civile des autorités judiciaires; ils sont pertinents aux fins de l'article 48 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>L'article 1428 établit la procédure générale permettant d'engager le processus d'adoption de mesures provisoires. Cette procédure est applicable en matière de concurrence déloyale et est pertinente aux fins de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Le Titre VI réglemente la durée et le coût des procédures d'intervention à la frontière visant des contrefaçons de marchandises de marque ou des marchandises pirates, il est pertinent aux fins des articles 51 et suivants de l'Accord sur les ADPIC.</p>

Titre, dates d'adoption et de publication	Brève description
<p>Procédures pénales</p> <p><u>Loi organique relative au Code pénal (Loi organique n° 10/1995 du 23 novembre 1995)*</u> (Section I du chapitre XI du Titre XIII, articles 270 à 277, Disposition dérogatoire unique, Titre V et Titre VI) (BOE n° 281 du 24 novembre 1995) (entrée en vigueur: 24 mai 1996)</p> <p><u>Loi organique n° 6/1985 du pouvoir judiciaire, du 1er juillet 1985</u> (publiée au BOE du 2 juillet 1985) (entrée en vigueur: 3 juillet 1985)</p> <p><u>Code de procédure pénale promulgué le 14 septembre 1882</u> (Livre I, Titre IV)</p> <p><u>Loi n° 50/1981 du 30 décembre 1981 sur le statut du Ministère public</u> (BOE du 13 janvier 1982)</p>	<p>Définit les qualifications pénales liées à la violation des droits de propriété intellectuelle en général; ces dispositions sont pertinentes aux fins de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Les articles 270 et 271 définissent les conduites qui sont considérées comme des délits relatifs à la propriété intellectuelle en matière de droit d'auteur et de droits connexes et les sanctions correspondantes. Les articles 273 à 278 contiennent des dispositions analogues concernant les brevets, les modèles d'utilité, les topographies de semi-conducteurs, les marques, les indications géographiques et la protection des renseignements non divulgués.</p> <p>Contient aussi des dispositions concernant les sanctions générales applicables à tout <i>corpus delicti</i>. Ainsi, les articles 109 et suivants se rapportent à la restitution du bien, la réparation du dommage et l'indemnisation de la victime du préjudice. L'article 127 traite de la saisie.</p> <p>Les articles 57, 82 et 87 désignent les tribunaux compétents en cas d'infraction pénale touchant les droits de propriété intellectuelle; ils sont pertinents aux fins de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Les articles 101 et 103 établissent, avec quelques exceptions déterminées, le caractère public de l'action pénale; ils sont pertinents aux fins de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, en ce qui concerne les personnes habilitées à engager des procédures pénales.</p> <p>L'article 3 désigne l'autorité publique compétente pour engager des procédures pénales, il est pertinent aux fins de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.</p>